



## SOUTENIR LA FAMILLE POUR PRÉSERVER L'AVENIR DE LA FRANCE

*Le 7 février, le Président de la République a prononcé à Lavaur, dans le Tarn, un discours pour soutenir les familles et défendre les fondamentaux de notre politique familiale.*

### **1°) « La France est forte de sa démographie ».**

- **Il n'y a pas de puissance et de prospérité durables sans dynamisme démographique.** La France a joué un rôle de premier plan dans l'Histoire quand sa démographie était forte, à l'inverse, les phases de faible natalité ont souvent coïncidé avec des phases de déclin. Cette vitalité a été à l'origine de notre rayonnement, et de la transmission, de génération en génération, d'une culture universellement reconnue. Car c'est au cœur de la famille que se transmettent les valeurs et cette mémoire collective qui fondent notre identité.
- **Aujourd'hui, la France est le pays où la natalité est la plus forte d'Europe, après l'Irlande. En 2010, selon l'INED, le taux de natalité était de 2 enfants par femme, loin devant l'Italie (1,41), l'Allemagne (1,39), ou l'Espagne (1,37)...**
- **C'est ainsi que, si cette dynamique de natalité ne fléchit pas, la France redeviendra le pays le plus peuplé d'Europe d'ici environ 30 ans, comme à l'époque du « grand siècle » de Louis XIV. Cette croissance démographique est due à plus de 80% aux naissances et non pas à un afflux d'immigration contrairement à ce que certains « extrêmes » essaient de faire croire. En 2011, il est ainsi né 40 000 enfants de plus qu'en 2002, l'équivalent d'une ville de la taille de Saint-Germain-en-Laye ou d'Alès...**
- **Cette croissance de la population est un atout essentiel pour notre pays, car il n'y a pas de croissance économique sans croissance démographique, car avoir des enfants c'est la manifestation d'une vraie confiance dans l'avenir. C'est un démenti cinglant pour ceux qui croient que la France est dépressive ou résignée au déclin, c'est le signe d'un peuple animé par le courage et l'espérance.**

### **2°) « L'honneur de la France, c'est d'avoir construit, depuis des décennies, une politique familiale. »**

- Notre vitalité démographique n'est pas le fruit du hasard, elle est liée à **une politique familiale généreuse** (3,8% de notre PIB contre une moyenne de 2,4% du PIB dans l'OCDE) dotée « *d'un cadre institutionnel stable, presque intangible, en tout cas, protecteur* » qui soutient les familles qui font le choix d'avoir des enfants.

- Cette politique a été conçue après les deux guerres mondiales, dans cette France « où les enfants étaient devenus plus rares que les anciens combattants. » Elle n'est ni de droite ni de gauche. Elle doit autant au Front populaire, qui a institué les allocations familiales en 1938, qu'au Général de Gaulle, qui a créé le quotient familial en 1945. Ces deux mécanismes sont inspirés d'une même philosophie : le devoir de la République est d'assurer qu'un enfant ne soit jamais un fardeau financier pour sa famille, car la République est redevable aux familles de ces enfants qui garantissent la continuité et la pérennité de la Nation.
- La politique familiale n'est donc pas une politique sociale, elle est universelle et ne fait aucune distinction entre les enfants. Le but est qu'à revenu égal un ménage avec des enfants dispose d'un niveau de vie équivalent à un ménage sans enfants, c'est l'objectif notamment du quotient familial. La politique sociale est de nature différente, basée sur la redistribution financée par un impôt sur le revenu progressif.
- Notre politique familiale est aussi juste et efficace car elle permet aux femmes de concilier maternité et carrière professionnelle. Nous avons ainsi un taux d'activité professionnelle féminin très élevé, à hauteur de 85%.
- Le succès de notre politique familiale est tel qu'elle est devenue un modèle envié et de plus en plus copié dans la plupart des pays développés, comme l'Allemagne, qui souffrent de faibles taux de natalité.

### **3°) « Depuis cinq ans, [...] nous n'avons cessé de conduire une politique globale de soutien à toutes les familles. »**

- L'ambition du Président de la République depuis 5 ans a été **d'améliorer encore notre politique familiale sur tous ses aspects :**
  - ✓ **Hausse de l'aide aux familles nombreuses** avec 1,5 milliard de revalorisation des allocations familiales.
  - ✓ **Amélioration du système de garde :** en 5 ans, 200 000 places supplémentaires de garde d'enfants ont été créées.
  - ✓ **Meilleur accueil des enfants souffrant d'un handicap :** ce sont désormais 200 000 enfants handicapés qui sont scolarisés.
  - ✓ **Facilitation de la transmission entre parents et enfants** avec la suppression des droits de succession pour 95% des Français, soit 13,6 milliards rendus aux familles en 5 ans.
  - ✓ **Développement de l'offre et de l'accès au logement,** première préoccupation d'une famille, avec la construction de 600 000 logements sociaux en 5 ans, la création d'un prêt à taux zéro et les déductions des intérêts d'emprunts pour aider les familles qui veulent devenir propriétaires, l'accroissement de 30% des droits à construire sur un terrain pour que les familles puissent augmenter la taille de leur maison si elles doivent accueillir grands-parents, enfants ou petits-enfants en difficulté.
  - ✓ **Adaptation de notre politique familiale aux évolutions de la famille en France depuis 1945, tout en préservant le cadre structurant du mariage,** avec le renforcement des aides aux familles monoparentales (21% des familles élevant des enfants mineurs) ou

le rapprochement des droits entre les couples mariés et pacsés (à 95% hétérosexuels) dont les régimes fiscaux et successoraux ont été alignés.

- ✓ **La pérennisation du financement de notre politique familiale** en transférant une part de son financement des charges sociales vers la TVA, qui présente une assiette plus large et plus stable.
- ✓ **La revalorisation des droits et des devoirs au cœur de la famille** avec la suppression des allocations familiales en cas d'absentéisme. Il ne s'agissait ni de stigmatiser des familles, ni de les pénaliser financièrement mais de leur faire prendre conscience que tolérer l'absentéisme, c'est nuire à l'éducation de ses enfants. L'Etat est là pour aider les familles, mais en retour il ne peut cautionner que les familles refusent d'aider leurs enfants ! Cette mesure est un succès : sur les 6 derniers mois on a constaté 33 000 cas d'absentéisme (4 demi-journées d'absence non justifiée par mois). Ces familles ont été averties qu'elles perdraient leurs allocations si leurs enfants ne retournaient pas en classe. Résultat : au bout de deux avertissements, 98% de ces enfants étaient retournés en classe !
- **Protéger les familles, c'est aussi préparer l'avenir en refusant de léguer à nos enfants un pays grevé par une dette financière, sociale, éducative et environnementale. C'est tout le sens de notre politique depuis 5 ans :**
  - ✓ **Lutte contre la dette financière** : avec la réforme des retraites qui a sauvé notre système par répartition et allégé son poids sur les futures générations, avec la réforme de l'Etat qui génère 15 milliards d'économies entre 2009 et 2013...
  - ✓ **Lutte contre la « dette » sociale**, c'est-à-dire le chômage, qui assombrit les perspectives d'avenir des jeunes : avec les investissements d'avenir qui doivent assurer une place de leader à la France dans les secteurs économiques du futur, avec l'allègement du coût du travail pour protéger nos emplois.
  - ✓ **Lutte contre la « dette » éducative**, c'est-à-dire un système éducatif qui débouche sur trop d'échecs : avec une augmentation de 23% du budget des universités et de 25% des étudiants bénéficiant de bourses sur critères sociaux, l'objectif de 800 000 jeunes formés en alternance d'ici 2015, l'aide individualisée qui a profité à 1,3 million d'élèves en 2009-2010 afin qu'ils maîtrisent les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter).
  - ✓ **Lutte contre la « dette » environnementale**, c'est-à-dire une planète dégradée : avec l'effort sans précédent du Grenelle de l'Environnement qui a par exemple permis d'augmenter de 14% la part d'énergies renouvelables dans la production d'électricité.

#### **4°) « Au nom de quoi, devrions-nous mettre en cause cette [politique familiale] qui marche ? »**

- François Hollande propose de fusionner l'Impôt sur le Revenu et la CSG, cela **signifie la suppression des quotients familial et conjugal et donc un matraquage fiscal sans précédent des classes moyennes.**

François Hollande veut **ouvrir le droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels**, c'est prendre le risque de brouiller l'image de cette institution sociale

essentielle qu'est le mariage dans une période où la société a besoin de repères forts, stables et durables. C'est aussi se placer sur le registre du droit à l'enfant, quand nous préférons défendre les droits de l'enfant.

**François Hollande veut légaliser l'euthanasie.** Donner le droit de vie ou de mort au personnel médical et aux enfants sur leurs parents, c'est prendre le risque de débordements dangereux et serait contraire à notre conception de la dignité de l'être humain et du respect de la vie.

- Avec ces trois propositions, on voit bien que François Hollande risque de **déstabiliser profondément notre politique familiale**, qui faisait consensus pourtant depuis le Front populaire, en alourdissant les impôts pour toutes les familles dont les parents touchent chacun au moins 1600 € nets par mois, en fragilisant les repères qui la structurent...  
Pire, dans son projet, **François Hollande se refuse à toute réforme de structure.** Rien sur la dette, rien sur l'éducation, rien sur l'emploi... Refuser toute réforme, c'est refuser de préparer l'avenir, c'est **mépriser le futur de nos enfants**. Augmenter les dépenses publiques et les impôts, revenir sur notre réforme des retraites, alourdir le coût du travail, démanteler le nucléaire c'est transmettre un lourd passif à nos enfants.
- Seule une idéologie de défiance envers la famille peut justifier qu'on s'en prenne ainsi à notre politique familiale qui a fait ses preuves depuis des années et que le monde nous envie ! Seule une idéologie du « courtermisme » et un cynisme électoral peuvent justifier qu'on sacrifie les générations futures à un éphémère bien être présent.  
A l'inverse, à droite, nous nous engageons à tout faire, comme depuis 2007, pour préparer et protéger l'avenir des enfants de France, en soutenant les familles et en réformant notre pays.